

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 Roche sur yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 07 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **FERTIL'EVEIL**

26 rue des Tuileries  
85120 Saint-Pierre-du-Chemin

Références : D22.0527

Code AIOT : 0006304851

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement FERTIL'EVEIL implanté La Croisée du Roussillon (La Croisée de Caribot) 85390 TALLUD STE GEMME. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTIL'EVEIL
- La Croisée du Roussillon (La Croisée de Caribot) 85390 TALLUD STE GEMME
- Code AIOT : 0006304851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERTIL'EVEIL a repris le 01/09/2021 l'exploitation de la plateforme de compostage précédemment exploitée par la société SUEZ Organique.

Cette plateforme bénéficie d'une autorisation par antériorité administrative du 21/06/2010 pour une production maximale de 12 000 t/an. Elle est donc réglementée par l'arrêté ministériel du 22/04/2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation.

L'ensemble du site a été visité lors de ce contrôle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La plateforme a été reprise assez récemment, et a très peu fonctionné. En effet, la grippe aviaire qui a touché le département en début d'année 2022 a fortement réduit les apports de lisiers.

L'inspection a toutefois constaté la présence de quelques lots de compost en fabrication.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture du site	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 6	/	Sans objet
3	Contrôle du procédé de compostage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13	/	Sans objet
4	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la poursuite de l'exploitation anciennement effectuée par la société SUEZ Organique. Les matières entrantes sont toutefois différentes (arrêt de boues de station d'épuration).

Le site est correctement tenu, et ne fait pas l'objet d'observations. Il n'a toutefois pas atteint sa capacité optimale de fonctionnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Clôture du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4 de l'arrêté du 22 avril 2008 Le site doit être clos à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. (...)
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le site était clôturé conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel, et muni d'un portail d'accès fermé en dehors des horaires d'ouverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6 de l'arrêté du 22 avril 2008 L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.  L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.  L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le site était dans un état de propreté correct. Des cases de

stockage extérieur de composts, structurants et compost de déchets végétaux sont présents. Les abords du site ne font pas l'objet d'observations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Contrôle du procédé de compostage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 13 de l'arrêté du 22 avril 2008

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées à l'annexe I.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

A l'issue de la phase aérobie, le compost sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

**Constats :** Les zones de compostage sont situées à l'intérieur du bâtiment principal. Une zone de mélange préalable avec des structurants se situe également à l'intérieur.

Le procédé de compostage s'effectue par aspiration forcée d'air, en partie haute et au sol des cases de fermentation.

L'exploitant dispose de cannes de mesures de température connectées en wifi. Ces cannes sont reliées à un logiciel qui analyse le suivi du procédé, et permet de garantir le respect des montées en température des lots de compost.



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 4 : Gestion des odeurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24

**Thème(s) :** Autre, Odeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 24 de l'arrêté du 22 avril 2008

Les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz.  
(...)

**Constats :** La plateforme de compostage dispose d'un système d'aération forcée, relié à un biofiltre, et ne fait pas l'objet de remarques.



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet